

Les Philippines après Marcos

Jusqu'où ira Cory Aquino?

Aux Philippines, un défi électoral qui semblait impossible à relever s'est transformé en une vague d'opposition si puissante qu'elle a emporté avec elle le régime du président Ferdinand Marcos. La source d'inspiration de ce mouvement: Corazon Aquino, «ménagère» et veuve de l'ancien dirigeant de l'opposition, Benigno Aquino, assassiné à son retour à Manille en août 1983. Surmontant les préjugés d'une société traditionnelle et patriarcale, cette femme de 53 ans a réussi à inspirer la grande majorité des 54 millions de Philippin-e-s, qui ont vu en elle le symbole du changement et l'espoir de jours meilleurs.

Il reste à voir jusqu'à quel point «Cory» pourra instaurer les réformes tant attendues, étant donné les contraintes imposées par l'élite dont elle fait partie et le rôle joué par les États-Unis dans l'évincement de Marcos.

L'ombre américaine

Le scrutin du 7 février dernier a été déclenché par Marcos à la suite de pressions exercées par Washington, qui espérait ainsi accroître la crédibilité de son protégé et court-circuiter le mouvement de masse dont l'ampleur et les sentiments anti-américains ne cessaient de grandir. Personne, cependant, n'avait prévu l'étendue de la fraude électorale exercée (surtout) par Marcos.

Non pas que la fraude soit exceptionnelle aux Philippines mais, étalée aux yeux du monde entier, elle a heurté les sensibilités démocra-

*Après Duvalier, Marcos.
Le 25 février dernier,
l'homme qui a imposé 20 ans
de dictature aux Philippines
était forcé de fuir le pays. Mais,
comme en Haïti, les problèmes
du pays sont loin d'être résolus.*

*Corazon Aquino,
la nouvelle présidente,
réussira-t-elle à imposer
un véritable changement?*

par Marie Boti

tiques des pays occidentaux. Elle est devenue inacceptable! Personne n'avait prévu non plus le soutien massif accordé à Mme Aquino. De toute évidence, le système électoral bipartite que les États-Unis avaient voulu voir instaurer se révélait de la rigolade.

Malgré ce fiasco, l'administration Reagan a refusé jusqu'à la dernière minute de retirer son soutien à Marcos, moins par respect pour ce «vieux allié et ami» que par inquiétude devant la possibilité qu'Aquino s'avère plus à gauche que prévu. Les Américains étaient aussi très mal à l'aise à l'idée d'une femme sans expérience et sans contacts politiques soudainement catapultée au pouvoir. Rappelons que la principale préoccupation de Washington a toujours été de maintenir aux Philippines un gouvernement pro-américain stable, un rempart contre le communisme dans cette région du monde, et de protéger ainsi ses intérêts économiques et militaires, à commencer par les deux bases de Subic Bay et Clark.

Cependant, tout laisse croire que, devant l'étendue de la contestation suscitée par la victoire frauduleuse de Marcos, les États-Unis ont convaincu l'ancien ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, et le chef adjoint de l'état-major des forces armées, Fidel Ramos, de passer dans le camp Aquino. Ce coup de théâtre, qui rayait définitivement Marcos de la carte, est survenu quelques heures à peine après le départ de l'envoyé spécial de la Maison Blanche, Philip Habib. Du strict point de vue américain, Enrile et



Photo: Comapresse

Ramos sont des alliés politiques beaucoup plus sûrs que Corazon Aquino, que personne n'a encore vue à l'oeuvre. Il est également évident que les États-Unis n'auraient pas retiré leur soutien à Marcos sans s'être préalablement assurés d'être du côté des vainqueurs dans l'éventualité d'un coup militaire. Mais voilà Mme Aquino obligée de faire de vieux ennemis ses complices d'aujourd'hui. Tout cela sera-t-il irréconciliable pour son gouvernement? Voyons d'abord qui est Aquino...

Issue d'une des plus puissantes familles de propriétaires terriens aux Philippines, Corazon Aquino fait partie de l'élite du pays. Son cousin, Eduardo Cojuangco, contrôle le gros de l'industrie de la noix de coco; c'est un ami intime de Marcos. Benigno Aquino provenait, lui, d'une des plus grandes familles terriennes de la province de Tarlac.

Cory Aquino appartient donc à l'opposition traditionnelle. Bien qu'elle soit entourée d'un bon nombre de démocrates très progressistes, dont les anciens sénateurs José Diokno et Lorenzo Tanada, Mme Aquino se situe plutôt au centre de cette opposition traditionnelle, alors que le nouveau premier ministre, Salvador Laurel, en représente l'aile très conservatrice alliée aux intérêts étrangers. De 1972 à 1982, période d'imposition de la loi martiale, «Doy» Laurel était d'ailleurs membre du gouvernement Marcos. Le duo Aquino-Laurel représente aussi les classes moyennes urbaines et la hiérarchie de la puissante Église catholique.

De façon générale, cette élite ne remet en question ni les liens économiques et militaires étroits avec les États-Unis, ni la structure de classes de la société philippine où domine une petite minorité de gens d'affaires et de propriétaires terriens. Cory a d'ailleurs demandé elle-même aux États-Unis d'intervenir afin que Marcos accepte de céder le pouvoir.

L'attitude ambiguë de la nouvelle présidente à l'égard de la présence américaine est justement l'un des aspects qui suscitent le plus de réserves chez la gauche philippine, qui a toujours revendiqué le démantèlement des bases Subic et Clark. La position d'Aquino ne s'écarte guère de celle de Marcos: elle préconise un référendum à l'expiration de l'actuel contrat, en 1991.

Les «insurgés» communistes

Bayan, la plus importante coalition d'opposition extra-parlementaire, composée de plus de 500 groupes et comptant plus d'un million de membres, a toujours maintenu que le problème principal du pays n'est pas

seulement Marcos mais aussi la domination militaire, politique et économique des États-Unis. Éliminer Marcos sans modifier les rapports avec Washington ne changerait pas grand-chose, selon elle.

L'opposition révolutionnaire (et clandestine), représentée principalement par le Parti communiste philippin et par la Nouvelle armée du peuple (qui se dit forte de 32 000 combattant-e-s), analyse le problème de la même façon. Ceci dit, *Bayan* et le Front démocratique national (l'organisme qui chapeaute les forces révolutionnaires) se sont dit prêts à donner au nouveau gouvernement le temps de faire ses preuves. Le FDN envisageait même d'accepter un cessez-le-feu, à condition que les forces armées renoncent à leurs actes de violence et que le gouvernement rétablisse une véritable démocratie. Antonio Zumel, dirigeant du FDN, affirmait toutefois que le mouvement révolutionnaire n'abandonnerait pas ses armes de sitôt: l'expérience démontre qu'il y a une différence entre ce que disent les politiciens lors d'une élection et ce qu'ils font par la suite.

Grande défenderesse de la «réconciliation nationale», - «Il est temps de panser nos blessures», disait-elle le jour de son assermentation - la présidente Aquino cherchera sans doute à se réconcilier avec les forces ré-

volutionnaires plutôt, comme le voudraient les États-Unis, qu'à en finir avec les «insurgés communistes». L'annonce de la mise en liberté du chef du Parti communiste, José Maria Sison (en prison depuis 1977) en est d'ailleurs la preuve. Un geste qui ne manquera pas de mettre Mme Aquino en conflit avec Washington.

Le parlement de la rue

Mais ce qui rend la situation du nouveau gouvernement philippin plus délicate encore, c'est qu'il risque aussi de s'aliéner le «people's power» (pouvoir populaire) qui a fait sa force jusqu'ici. Depuis 15 ans qu'il s'organise, ce mouvement de masse, baptisé «parlement de la rue», a hâte de voir le nouveau gouvernement combler ses attentes: non seulement la libération de centaines de prisonnier-e-s politiques, mais aussi la réforme agraire, une loi sur le salaire minimum et, surtout, une diminution du contrôle étranger sur la vie économique, culturelle et politique du pays.

Or, pour s'opposer à ces demandes, il y a tous les vestiges de l'ancien régime avec lesquels Mme Aquino n'est pas toujours en désaccord. Par exemple, malgré une dette extérieure de 27 milliards \$US, Corazon Aquino n'a pas remis en question les liens avec le Fonds monétaire international qui continuera, avec d'autres organismes financiers, à exercer des pressions pour que les salaires soient baissés. Et puis, il y a l'influence économique et politique que les vieux «copains» de Marcos (maires, industriels, propriétaires terriens) ne manqueront pas d'exercer de leur côté. Enfin, il faut savoir que les dirigeants de l'armée demeurent plus que jamais fidèles aux États-Unis.

Quoi retenir de ce moment fort excitant de l'histoire des Philippines? En voulant s'épargner une guerre civile, les Philippines se sont offert un transfert des pouvoirs spectaculaire mais non pas une révolution.

Les États-Unis ne s'y sont d'ailleurs pas trompés: ils se sont empressés de féliciter le peuple philippin pour «un des plus beaux exemples de démocratie»; puisque nos voisins du Sud ont toujours été plus intéressés par le maintien du *statu quo* que par de véritables changements, de telles louanges n'auraient rien de bon.

La question demeure: Cory Aquino sera-t-elle plus fidèle à son milieu et à ses origines qu'aux forces populaires qui l'ont si spectaculairement hissée au sommet du pouvoir?

Marie Boti est chercheuse et journaliste. Elle participait récemment, aux Philippines, au tournage d'un film sur les forces anti-Marcos.

Lucie Laviolette
(Sujato)

Rebirth

Montréal 524-5580
Québec 524-3642

Membre professionnelle de la
Corporation des palmistes du Québec